

# Le déficit du budget wallon est plus important que prévu

■ Paul Magnette (PS) et ses ministres mettent en cause certaines décisions du gouvernement fédéral.

Le gouvernement wallon (PS-CDH) a bouclé samedi soir son budget 2017. Après les rumeurs en tout genre entendues ces dernières semaines sur cet exercice annuel, on sait désormais ce qu'il en sera. Il n'y aura pas de suppression de la redevance télé, que certains considéraient déjà comme acquise. Elle devrait par contre, être discutée dans le courant de l'année 2017, lorsque le gouvernement finalisera sa réforme fiscale.

Ce dernier n'était pas peu fier, dimanche matin, d'annoncer que la promesse de ne pas lever de nouvelles taxes était une nouvelle fois tenue. Le budget 2017 est indolore pour le citoyen. On entend déjà les remarques de l'opposition qui devrait, à n'en pas douter, le trouver "incolore". On peut déjà, aussi, assurer que le MR trouvera déplorable l'argument numéro un du gouvernement wallon pour défendre un déficit de 300 millions d'euros, supérieur aux estimations antérieures de 150 millions d'euros. En effet, chiffres à l'appui, Paul Magnette (PS), Maxime Prévot (CDH) et Christophe Lacroix (PS) ont précisé que "sans la quatrième DLU, le tax shift fédéral et les 32 millions que nous devons payer chaque année en matière d'infrastructures hospitalières, nous présenterions un déficit proche de celui que nous nous étions fixé". "Ces décisions représentent une perte nette de 114 millions pour la Wallonie", selon les trois ministres. A noter: ce montant avait été éjecté du budget 2016. Il est pourtant pris en compte cette année. "Nous avons fait le choix de la transparence et d'intégrer dans le budget cet impact fédéral que nous continuons à con-

tester", précise Paul Magnette.

## Des moyens pour les nouvelles politiques

Si le déficit a été ramené à 300 millions, c'est surtout parce que les ministres wallons ont durant trois jours fait en sorte de trouver 244 millions d'euros pour éviter de creuser le trou budgétaire wallon. En plus des mesures fédérales, l'augmentation des dépenses (indexation, inflation, etc.), la baisse des recettes ou encore le soutien aux nouvelles politiques que souhaite mener le gouvernement (soutien aux exportations, quartiers nouveaux, contrat d'insertion, accès au logement ou encore le soutien à la reconversion de Caterpillar) portaient le déficit total pour 2017 à 544 millions d'euros. Différentes mesures ont donc été prises pour réduire ce déficit. Citons, par exemple, une réforme des primes aux entreprises (3,5 millions d'euros), la neutralisation des dépenses liées à

la sécurité et au radicalisme (17,3 millions que l'Europe accepte de sortir du carcan budgétaire qu'elle impose), des opérations sur l'endettement de la Région (89 millions d'euros), des dividendes venant d'entreprises publiques (11 millions d'euros), la vente de biens publics (9,5 millions d'euros) ou encore des économies dans les frais de fonctionnement du service public de Wallonie et des OIP (14 millions d'euros). "Sans que l'emploi dans la fonction publique wallonne soit menacé", précise le ministre du Budget, Christophe Lacroix.

Le déficit qu'il faudra combler totalement ou partiellement l'an prochain atteint donc 300 millions. Le montant s'explique par une série d'investissements jugés prioritaires par la majorité – cofinancements européens (Feder et autres), plan routes, voies hydrauliques, transports en commun, aéroports... Ce chiffre de 300 millions reste toutefois théorique. Il ne vaut que si l'exécutif régional maintient sa décision d'un retour à l'équilibre en 2018. On a déjà compris qu'il n'en serait sans doute rien.

Enfin, pour mettre une touche d'ambition dans son budget, Paul Magnette et ses ministres ont rappelé que d'autres investissements (pour plus d'un milliard d'euros) étaient préservés. Ceux-ci concernent des logements nouveaux, la rénovation des logements sociaux, le secteur hospitalier, ou encore les crèches.

Stéphane Tassin

**"Malgré  
une économie  
dans les services  
publics, l'emploi  
n'est pas menacé."**

**CHRISTOPHE LACROIX**

Ministre wallon  
du Budget (PS).

## Épinglé

### La Flandre à l'équilibre

**Anvers.** Côté flamand, le gouvernement de Geert Bourgeois s'est accordé samedi matin. *"Le budget est en équilibre et autorise un large paquet d'investissements"*, s'est félicité le ministre-Président N-VA. Certes en équilibre, l'exercice n'intègre cependant pas les frais liés au projet de contournement d'Anvers. La Flandre espère toujours convaincre la Commission européenne de sortir cet investissement conséquent de son périmètre budgétaire ordinaire. Pour atteindre cet équilibre, l'équipe Bourgeois a livré un effort de 560 millions d'euros. Quelque 400 millions d'euros supplémentaires pour des investissements ont aussi été dégagés. Ils seront principalement destinés aux écoles, au bien-être et à la recherche et développement.

**A suivre.** Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles devrait quant à lui aboutir le 1<sup>er</sup> octobre. Et pour le fédéral ? Les convoyeurs attendent...

**S.Ta.**